

Introduction

La série *Panorama des administrations publiques* a pour objectif de fournir des données fiables et comparables à l'échelon international sur les activités des pouvoirs publics et sur leurs résultats, dans les pays de l'OCDE et dans le reste du monde. Ces données peuvent ensuite être utilisées par les nations pour jauger les performances de leurs administrations publiques, suivre au fil du temps les évolutions nationales et internationales, et étayer l'action publique par des éléments probants. Les indicateurs du *Panorama des administrations publiques* sont eux-mêmes en train de devenir des outils de mesure standards de bien des aspects de la gouvernance publique. Outre les indicateurs de base qui sont la marque de fabrique de la publication, cette cinquième édition comporte un ensemble d'indicateurs inédits et de sources de données complémentaires qui permettent de dresser un tableau plus complet des activités des administrations publiques et des résultats qu'elles obtiennent dans l'ensemble de la zone OCDE.

Les nouveautés du Panorama des administrations publiques 2017

L'édition 2017 du *Panorama des administrations publiques* mélange chapitres de base récurrents et nouveautés. Les chapitres de base sont les suivants : chapitre 2 (Finances et économie publiques), chapitre 3 (Emploi et rémunérations dans le secteur public), chapitre 5 (Pratiques et procédures budgétaires), chapitre 6 (Gestion des ressources humaines), chapitre 7 (Intégrité dans le secteur public), chapitre 8 (Gouvernance de la réglementation), chapitre 9 (Marchés publics), chapitre 13 (Principaux résultats de l'action publique) et chapitre 14 (Au service des citoyens). La présente édition propose en outre différentes nouveautés consolidées :

- Deux nouveaux chapitres sont consacrés à l'innovation dans le secteur public et à la gouvernance des risques. Il est essentiel de traiter ces deux thèmes pour que les pouvoirs publics réussissent à se saisir des défis de la gouvernance et à gérer les crises tout en exploitant les progrès technologiques propices à une action publique plus efficace et efficiente. Le chapitre sur la gestion et la communication à leur sujet s'attarde sur la manière dont les pays de l'OCDE apprécient et préviennent les effets des grands risques, catastrophes naturelles comprises, et y réagissent. Il s'appuie sur deux nouvelles enquêtes que l'OCDE a menées sur la communication en matière de risques et sur la gouvernance des risques critiques. Le chapitre sur l'innovation dans le secteur public fait le tour des efforts déployés par les pays de l'OCDE pour rendre les administrations publiques plus ouvertes, collaboratives et participatives grâce au recours à l'innovation.
- Le *Panorama des administrations publiques 2017* utilise tout un éventail de données inédites intéressant la gestion des ressources humaines, ainsi que l'emploi et les rémunérations dans le secteur public :
 - ❖ une actualisation de l'enquête sur les pratiques de gestion stratégique des ressources humaines, et des indicateurs composites (dont la dernière présentation remonte à 2011)

sur des thèmes jadis couverts comme la délégation en matière de RH, la gestion des performances du personnel et les pratiques en place pour la haute fonction publique, et de nouveaux sujets tels que la gestion des ressources humaines à partir de données ;

- ❖ une actualisation de l'enquête sur les rémunérations des salariés des administrations centrales/fédérales (dont la dernière présentation remonte à 2013), qui recueille des informations sur les traitements et les cotisations patronales dans différents groupes de métiers ;
- ❖ de nouvelles données sur la composition de la main-d'œuvre dans les administrations centrales/fédérales par groupe de métiers, âge et sexe.
- Cette édition comporte également de nouveaux indicateurs composites photographiant les pratiques nationales dans tel ou tel domaine de la gouvernance publique. La mise à jour de l'indicateur composite relatif aux données publiques ouvertes donne des éléments d'appréciation sur leur disponibilité, leur accessibilité et le soutien public à leur réutilisation. Elle s'appuie sur la Charte internationale pour des données ouvertes (*International Open Data Charter*) et sur le cadre analytique élaboré par l'OCDE. Les indicateurs relatifs à la politique et à la gouvernance réglementaires (iREG) font leur toute première apparition dans le chapitre consacré à la gouvernance de la réglementation. Ils donnent des renseignements sur les pratiques en place dans les pays de l'OCDE en matière d'analyse d'impact de la réglementation (AIR), d'engagement des parties prenantes et d'évaluation *ex post* de la réglementation, et s'appuient sur la *Recommandation du Conseil de l'OCDE concernant la politique et la gouvernance réglementaires* de 2012.
- La publication propose en outre une série d'indicateurs inédits sur différents aspects de la gouvernance publique. Le chapitre consacré aux institutions présente des données récentes sur les dispositifs consultatifs utilisés par la puissance publique et sur le rôle du centre de gouvernement dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) dans les pays de l'OCDE. Le chapitre sur l'administration ouverte comporte de nouveaux indicateurs sur la stratégie d'ouverture de l'administration des pays de l'OCDE, l'environnement propice à l'administration ouverte et la participation des citoyens. D'autres indicateurs inédits couvrent la gouvernance des infrastructures sous l'angle des budgets et de la commande publique, de la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans l'établissement des budgets, et de domaines novateurs de la gouvernance de la réglementation tels que l'utilisation d'éclairages comportementaux et la coopération réglementaire internationale dans les organisations internationales.
- Enfin, pour mettre en lumière l'intérêt croissant porté aux résultats, des tableaux de bord des services rendus aux citoyens sont présentées pour la première fois dans cette édition du *Panorama des administrations publiques* afin de comparer l'accessibilité, la réactivité et la qualité des soins de santé, de l'éducation et du système judiciaire.

Définition des administrations publiques

Les données relatives aux finances publiques sont fondées sur la définition du secteur des « administrations publiques » qui figure dans le Système de comptabilité nationale (SCN). Les administrations publiques recouvrent donc les ministères/départements, organismes publics et services ainsi que certaines institutions sans but lucratif au niveau central, au niveau des États fédérés et au niveau local, ainsi que les administrations de sécurité sociale. Les données sur les recettes et les dépenses sont présentées pour les niveaux d'administration central et infranational (États fédérés et administrations locales) et, s'il

y a lieu, pour les administrations de sécurité sociale. En revanche, les données relatives à l'emploi portent sur le secteur public, qui englobe les administrations publiques et les sociétés publiques telles que les banques, ports et aéroports à capitaux publics. Enfin, les données relatives aux pratiques et procédures de gestion publique portent uniquement sur les pratiques et procédures des administrations centrales.

Cadre et structure de la publication

Le *Panorama des administrations publiques* couvre les 35 pays membres de l'OCDE, et comprend également, le cas échéant, des données sur les pays en voie d'adhésion (Colombie, Costa Rica, Lituanie et Russie) ainsi que sur d'autres grandes économies de la planète telles que l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Indonésie. Ces pays jouent un rôle important et grandissant dans l'économie mondiale et dans les structures politiques internationales.

Cette cinquième édition du *Panorama des administrations publiques* comporte des éléments de contexte ainsi que des indicateurs axés sur les intrants, les processus, les produits et les réalisations. On en trouvera au graphique 0.1 le cadre conceptuel.

Contexte

Des facteurs contextuels (en ligne) fournissent des renseignements sur certaines grandes caractéristiques de la structure politique et administrative de chaque pays membre de l'OCDE. Prendre en compte les éléments contextuels permet de comprendre les grandes différences et similitudes qui existent entre les institutions des divers pays et, partant, de dégager de meilleurs éléments de comparaison. En complément, les fiches par pays (en ligne) offrent, pays par pays, des précisions sur la façon dont les données fournies dans le *Panorama des administrations publiques* s'appliquent au contexte spécifique des réformes du secteur public dans les pays de l'OCDE et dans certains pays candidats à l'adhésion.

Intrants

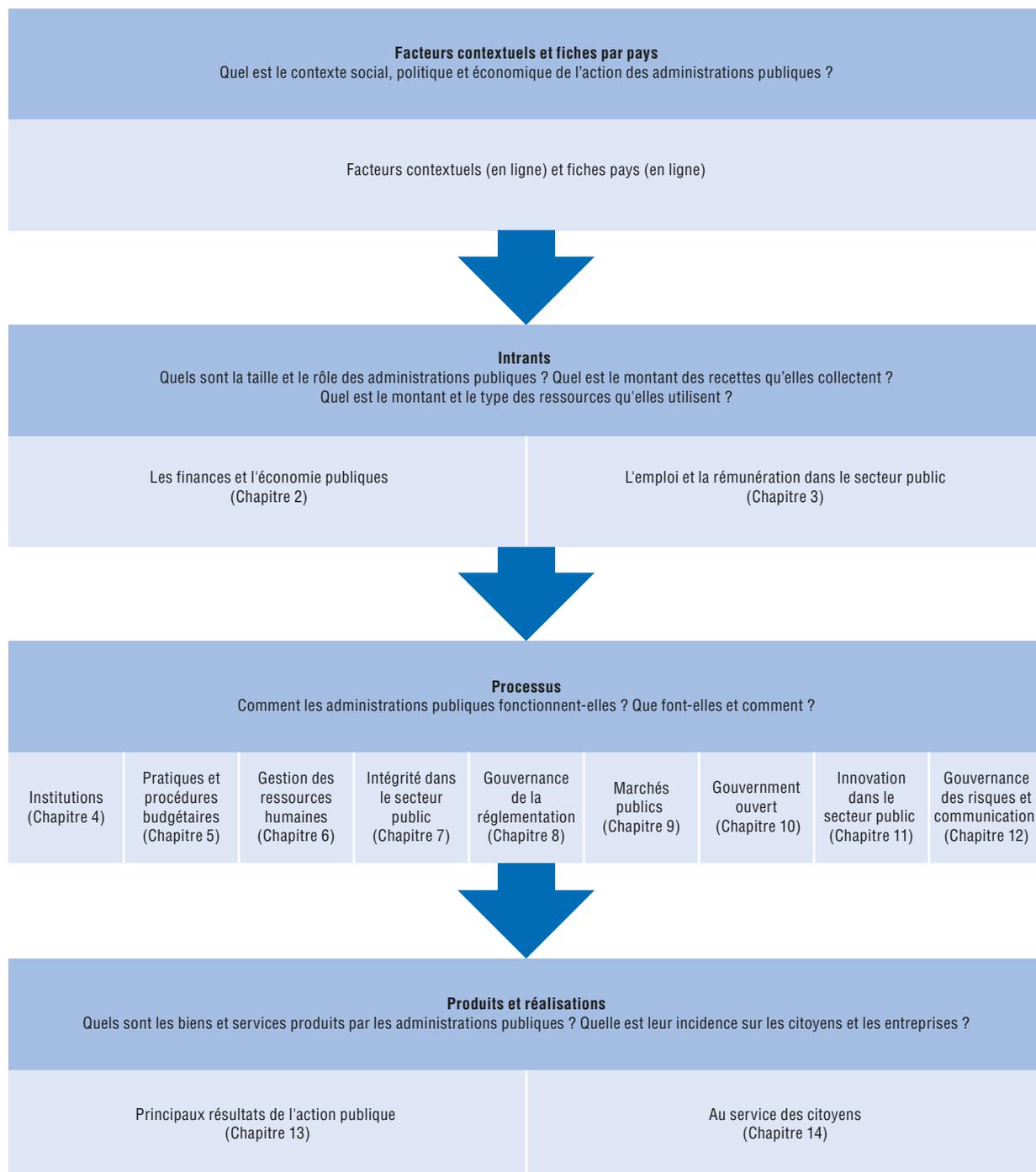
Les intrants font référence aux ressources utilisées par les administrations publiques dans le cadre de leur fonction de production ainsi qu'à la façon dont ces ressources, qui correspondent au travail et au capital, sont combinées. Les chapitres qui décrivent ces intrants sont « Finances et économie publiques » et « Emploi et rémunérations dans le secteur public », qui contiennent des indicateurs sur les dépenses des administrations publiques, les coûts de production, l'emploi et la composition de la main-d'œuvre du secteur public. Les différences pouvant exister au niveau de ces divers indicateurs peuvent aider à comprendre les aptitudes différentes des administrations publiques à produire des biens publics et à les fournir aux citoyens.

Processus

Les processus font référence aux pratiques et aux procédures de gestion publique suivies par les pouvoirs publics pour mettre en œuvre leurs politiques. Il s'agit des moyens employés par les administrations publiques pour remplir leurs fonctions et atteindre leurs objectifs. Par conséquent, ils sont souvent essentiels pour assurer le respect de l'État de droit, la responsabilité et l'équité, ainsi que la transparence de l'action des pouvoirs publics. Les réformes du secteur public ciblant souvent ces processus, elles suscitent l'intérêt de la population. Cette édition comprend des informations sur les institutions publiques, les pratiques et procédures budgétaires, la gestion des ressources humaines, l'intégrité du

secteur public (systèmes d'intégrité publique, et contrôle interne et gestion des risques), la gouvernance de la réglementation, les marchés publics, l'administration ouverte (*open government*), l'innovation dans le secteur public, et la gestion des risques et la communication afférente.

Graphique 0.1. **Cadre conceptuel du Panorama des administrations publiques 2017**



Produits et réalisations

La frontière entre produits (*outputs*) et réalisations (*outcomes*) peut être floue. Les produits regroupent la masse des biens et services produits par les administrations publiques, tandis que les réalisations correspondent aux effets des politiques et des pratiques sur les citoyens et les entreprises. Le succès d'une politique donnée devrait se mesurer à l'aune de ses produits dans un premier temps, mais en fin de compte en fonction de ses réalisations. De manière générale, les réalisations correspondent aux effets des programmes et services publics sur les citoyens, en termes d'amélioration du bien-être, de l'état de santé, du niveau d'études/de formation, etc. Si ces réalisations peuvent indéniablement être influencées par la qualité des programmes et des services assurés, elles peuvent aussi l'être par d'autres facteurs tels que la situation socio-économique de la population et les facteurs comportementaux individuels.

Dans cette édition 2017 du *Panorama des administrations publiques*, les éléments de mesure relatifs aux produits et aux réalisations sont fournis dans deux chapitres distincts :

Le chapitre « Principaux résultats de l'action publique » est axé sur des aspects touchant aux administrations publiques dans leur ensemble : confiance des citoyens à l'égard des autorités nationales, perceptions en matière de corruption, État de droit, redistribution des revenus, grands éléments de mesure de l'efficacité du secteur public (en fonction des produits) et de son rapport coût-efficacité (en fonction des réalisations).

Le chapitre « Au service des citoyens » suit une approche sectorielle pour mesurer les produits et les résultats des activités du secteur public. À partir d'un cadre intégré élaboré en collaboration avec d'autres Directions de l'OCDE et avec des pays de l'OCDE, ce chapitre fournit des éléments permettant de mesurer l'accessibilité, la réactivité et la qualité des services assurés aux citoyens. L'édition de cette année est axée sur trois secteurs : la santé, l'éducation et le système judiciaire.

Activités futures

Pour produire le *Panorama des administrations publiques*, l'OCDE travaille en étroite collaboration avec d'autres organisations, parmi lesquelles l'Organisation internationale du travail (OIT), le World Justice Project, la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ), Gallup et la Commission européenne, afin de dresser un panorama complet de la nature et des modalités de l'action publique tout en évitant les doublons au niveau de la collecte des données.

Il est prévu de renforcer cette coopération afin de garantir la comparabilité des données entre les pays couverts par la publication.

En vue des éditions futures de la publication, l'équipe chargée du *Panorama des administrations publiques* prévoit de mener les travaux suivants :

- Fournir de nouveaux indicateurs composites dans le domaine des pratiques et procédures budgétaires

- Actualiser et étendre la collecte de données concernant la gouvernance de la réglementation, y compris le cadre institutionnel des politiques afférentes

- Réitérer la collecte de données sur les institutions du centre de gouvernement

- Mettre au point de nouveaux indicateurs mesurant la mise en œuvre de la Recommandation du Conseil sur les stratégies numériques gouvernementales de 2014

Renforcer les indicateurs concernant l'ouverture de l'administration et le caractère participatif de l'action publique, ainsi que l'innovation dans le secteur public.

Éditions régionales et nationales du *Panorama des administrations publiques*

La deuxième édition de *Government at a Glance: Latin America and the Caribbean* a paru en décembre 2016. La publication propose les toutes dernières données disponibles sur les administrations publiques d'Amérique latine et des Caraïbes, et les compare à celles des pays de l'OCDE. Elle comporte de nouveaux indicateurs sur les finances publiques, les centres de gouvernement, la gouvernance de la réglementation, l'administration ouverte, l'administration numérique et les marchés publics, ainsi qu'un gros plan sur les budgets de la santé.

Une deuxième édition centrée sur un pays, intitulée *Government at a Glance: How Korea Compares*, a paru en juin 2016. Elle présente une série d'indicateurs sur les pratiques des pouvoirs publics et sur les performances des administrations publiques de la Corée, et les compare à celles des autres pays de l'OCDE et des pays du G7. Une première édition régionale *Government at a Glance: Southeast Asia* devrait être publiée en 2017.

Les données et indicateurs relatifs à la gouvernance publique sont intégralement accessibles en ligne !

Toutes les données recueillies par la Direction de la gouvernance publique de l'OCDE pour notamment produire le *Panorama des administrations publiques* (depuis l'édition de 2015) sont disponibles en ligne sur le site de l'OCDE. Les lecteurs désireux d'utiliser les données présentées dans cette publication pour des travaux d'analyse ou de recherche sont invités à consulter la documentation complète relative aux définitions, aux sources et aux méthodes qui est fournie dans la publication elle-même et en ligne. Cette base de données présente des indicateurs tant qualitatifs que quantitatifs sur les intrants, les processus, les produits et les réalisations du secteur public ; et elle sera régulièrement actualisée au fil de la disponibilité de nouvelles données.

